

Élections législatives en Lettonie

2 octobre 2010

de Corinne Deloy

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le 2 octobre prochain, les Lettons désigneront les 100 membres de la Saeima, Chambre unique du Parlement.

Pour ce scrutin, la plupart des partis politiques se sont regroupés au sein de 5 coalitions :

- Unité (Vienotoba) rassemble Nouvelle ère (JL), parti du Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis dirigé par Solvita Aboltina, l'Union civique (PS), présidé par Girts Valdis Kristovskis, conseiller municipal de Riga, et la Société pour une autre politique (SCP) ;
- Centre de l'harmonie (SC) regroupe le Parti de l'harmonie nationale, le Nouveau centre et le Parti social-démocrate ;
- Pour une bonne Lettonie réunit le Parti populaire (TP), Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC), Pour une meilleure Lettonie et 3 partis régionaux (le Peuple de Latgale, LT, Rezekne uni, VR et Pour le district d'Ogre, ON) ;
- Union nationale est composée de l'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK) et du parti d'extrême droite, Tous pour la Lettonie (VL) ;
- enfin, l'Union des Verts et des paysans (ZZS) présidée par Augusts Brigmanis, regroupe l'Union des paysans lettons, le Parti vert et Pour la Lettonie/Ventspils.

Economie la plus dynamique d'Europe il y a encore quelques années, la Lettonie a été très affectée par la crise économique de 2008. Le « tigre balte » a été sauvé de la faillite en décembre 2008 par les prêts (5,27 milliards de lats, soit 7,05 milliards €) que lui ont accordé conjointement le FMI et l'Union européenne, ainsi que les pays nordiques, la Banque mondiale et la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD). Le gouvernement, dirigé par Ivars Godmanis (Premier de Lettonie-Voie lettone, LPP-LC jusqu'au 20 février 2009), puis par Valdis Dombrovskis (JL), a mis en place des politiques de grande rigueur (coupes budgétaires, baisse des salaires et des pensions de retraite, diminution du nombre de fonctionnaires et augmentation des impôts) pour lutter contre la crise. Ces mesures commencent à porter leurs fruits et le représentant du FMI en Europe centrale et orientale, Mark Allen, a déclaré être « très impressionné » par tout ce que le gouvernement de Valdis Dombrovskis a réalisé.

L'agence de notation Fitch a d'ailleurs relevé la note de la Lettonie (BB +), la situation du pays passant ainsi de « négative » à « stable ». Fitch a souligné que la politique d'austérité, douloureuse mais nécessaire, mise en oeuvre par la coalition gouvernementale a contribué à diminuer les déséquilibres de l'économie lettone. La hausse des exportations, due à la baisse des salaires (-22,7% durant le 1er trimestre), est la principale raison de l'amélioration de la santé économique du pays. Fitch estime que la croissance du PIB letton devrait encore décliner de 2% cette année avant de croître de 2% en 2011 et de 3% en 2012 ; elle a également annoncé que la Lettonie ne pourrait, selon elle, adopter l'euro avant 2014.

« Ces déclarations sont très importantes pour les investisseurs financiers et la communauté internationale qui a approuvé le travail effectué par la Lettonie pour surmonter la crise économique » a déclaré le ministre

des Finances, Einars Repse (JL). Le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis a déclaré que son gouvernement était parvenu à faire évoluer la structure de l'économie lettone : la croissance des exportations et de la production industrielle ont remplacé la politique de crédit facile, la croissance par la consommation et la bulle immobilière. « *S'il n'y a pas de mauvaises surprises, la note de la Lettonie sera relevée après les élections législatives et l'adoption du budget 2011* » a-t-il affirmé.

Le Bureau des statistiques de Lettonie a annoncé le 31 août dernier que les traitements et les salaires avaient augmenté de 2,9% durant le 2e trimestre 2010 (+ 6,4% dans le secteur public et + 0,6% dans le privé).

Début septembre, les représentants des principaux partis politiques ont promis de concert de ne pas augmenter les impôts durant la prochaine législature. Certains partis cependant souhaitent modifier le système fiscal de façon à abaisser les charges sur le travail et à taxer davantage la consommation et les biens immobiliers. Selon Ilmars Rimsevics, gouverneur de la Banque centrale de Lettonie, les partis politiques peinent à détailler leur programme économique en raison des décisions impopulaires qu'ils auront nécessairement à prendre s'ils arrivent au pouvoir. « *Les programmes électoraux devraient tous faire état d'un plan d'action. Ce n'est pas le cas. Les journalistes demandent souvent aux hommes politiques « dites-nous comment vous allez trouver ces 350 ou 400 millions de lats dont vous avez besoin pour boucler le budget ? » Mais personne ne répond. Un véritable plan d'action devrait répondre aux questions suivantes : quels objectifs en matière de revenus ? Quelles mesures vont-elles être prises pour les remplir ? Quelles seront les dépenses prioritaires du gouvernement ?* » a déclaré l'auditrice générale du pays, Inguna Sudraba.

Au cours d'un débat télévisé, le ministre de l'Economie Artis Kampars (JL) a indiqué que son parti investirait 3 milliards de lats (4,2 milliards €) dans l'économie nationale s'il remporte les élections. Il a expliqué que 2,5 milliards proviendraient des fonds structurels de l'Union européenne et 500 millions de l'Etat. Martins Zemitis, membre de la coalition Pour une bonne Lettonie, a affirmé au cours de ce débat que la victoire

de son parti permettrait à la Lettonie de passer de la 29e au top ten dans le classement des pays les plus compétitifs réalisé par la Banque mondiale. Sans préciser comment son parti parviendrait à réaliser une telle chose, il a encore indiqué que celui-ci créerait 150 000 nouveaux emplois. Le candidat de Pour une bonne Lettonie au poste de Premier ministre, Ainars Slesers, a affirmé dans l'émission télévisée 900 secondes qu'il avait la certitude que le gouvernement négociait en secret la privatisation, d'ici 2012, d'entreprises actuellement détenues par l'Etat. « *Pourquoi mettre en place un groupe de travail sur les privatisations si l'on ne prévoit pas de privatiser des entreprises ?* » s'est-il interrogé affirmant que tout était prêt pour que la vente des entreprises nationales ait lieu.

En mars dernier, le gouvernement a mis en place un groupe de travail chargé d'analyser des possibilités de coter en bourse les entreprises appartenant à l'Etat, mais le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis a catégoriquement nié avoir un tel projet. « *Mon gouvernement est clair. La loi sur les privatisations stipule qu'un certain nombre d'entreprises ne peuvent être privatisées, par exemple la compagnie nationale d'électricité Latvenergo et l'Office national des forêts (LVM). Nous n'avons pas l'intention de modifier cette liste. Il n'y a pas de protocole secret avec le FMI* » a-t-il déclaré.

En Lettonie où près de 30% des 2,3 millions d'habitants sont russophones, le clivage entre « *Lettons* » et « *Russes* » reste, près de 20 ans après l'indépendance du pays (1991), un enjeu politique, dûment entretenu par le grand voisin russe. « *Les partis lettons ont admis qu'ignorer les partis russophones et ne jamais leur permettre de participer à une coalition gouvernementale avaient été une erreur* » a déclaré Aigars Freimanis, directeur de l'institut d'opinion Latvijas Fakti. Celui-ci affirme que l'influence de la Russie est croissante en Lettonie, notamment dans les médias, et que l'ensemble des partis du pays reconnaissent qu'il est nécessaire d'améliorer les relations avec Moscou. « *Les gens sont habitués les uns aux autres. Il y a maintenant des familles mixtes, des entreprises mixtes* » souligne-t-il. Toutefois, le candidat au poste de Premier ministre de la coalition « *Pour une bonne Lettonie* », Ainars Slesers et l'ancien Premier ministre (2004-2007) Ainars Kalvi-

tis (TP) ont rejeté la possibilité que Janis Urbanovics (SC) devienne un jour Premier ministre.

Le leader du Parti populaire, Andris Skele, a indiqué que « Pour une bonne Lettonie » considérait « Unité » et « l'Union des verts et des paysans » comme des partenaires éventuels de coalition, mais que « Pour une bonne Lettonie » pourrait, « si elle se trouvait dans une impasse politique », envisager de négocier avec le Centre de l'harmonie.

Delna, branche lettone de l'organisation de lutte contre la corruption Transparency international, a ouvert le 13 septembre dernier une base de données recensant des informations sur 212 des candidats aux élections législatives du 2 octobre prochain. L'étude est fondée sur 6 critères : mention du candidat dans un conflit d'intérêt, comportement contraire à l'éthique, charges de corruption, changement fréquent d'affiliation politique, nomination douteuse à des conseils d'entreprises locales ou nationales et transactions financières obscures. 88 des 212 candidats sont concernés par un (ou plusieurs de) ces critères : 24 issus de « Pour une bonne Lettonie », 18 pour « Unité », 16 pour « Union nationale » et 16 pour « Union des Verts et des paysans », 7 pour « Centre de l'harmonie » et 7 pour le parti « Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie (PVTCL) ». Cette base de données est disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.kandidatizdelnas.lv>

Delna met l'accent sur 4 candidats : Andris Skele et Ainars Slesers, leaders de la coalition « Pour une bonne Lettonie » qui rassemble de nombreux oligarques, Aivars Lembergs (ZZS) et Ainars Melders (Union nationale). Ainars Slesers et Aivars Lembergs sont tous deux candidats au poste de Premier ministre.

Selon Aigars Freimanis, le nombre et la variété des partis politiques constituent l'un des principaux problèmes de la Lettonie. Les coalitions gouvernementales ont été si nombreuses depuis l'indépendance du pays en 1991 que tous les partis politiques ont, un jour, été au gouvernement. De même, chacun accuse régulièrement ses partenaires de gouvernement d'être responsables des erreurs commises.

Aigars Freimanis espère beaucoup du changement de génération qui ne manquera pas d'advenir au sein de la

classe politique. « Les personnalités qui ont débuté leur carrière au temps de l'URSS vont disparaître. Les nouveaux leaders auront d'autres habitudes et des principes différents. L'influence des tycoons locaux comme Aivars Lembergs, Andris Skele ou Ainars Slesers va décroître à mesure qu'ils vieilliront. Le critère ethnique ne constituera plus le principal facteur de vote, les électeurs s'intéresseront davantage au programme économique des partis. Tout cela n'arrivera pas d'un seul coup ; la démocratie est récente en Lettonie et le pays doit encore grandir » a-t-il précisé.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a envoyé une mission de 14 personnes, conduite par Nikolai Vulchanov, pour surveiller le scrutin du 2 octobre.

Les coalitions « Unité » et « Centre de l'harmonie » se disputent la première place dans les dernières enquêtes d'opinion. Les instituts Latvijas Fakti et Nikolo grupa placent la coalition russophone en tête, tandis que Factum estime que ce sera « Unité ».

« Unité » recrute, parmi l'électorat letton, les personnes les plus âgées et les plus diplômées ainsi que les catégories socioprofessionnelles les plus élevées. En revanche, le Centre de l'harmonie séduit en majorité les russophones et les catégories socioprofessionnelles les plus modestes.

En troisième position, on trouve « l'Union des verts et des paysans » suivie de « Pour une bonne Lettonie » et enfin « l'Union nationale ».

« Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie », autre parti russophone, et le Dernier parti, dont le candidat au poste de Premier ministre est... un ours en peluche, pourraient dépasser le seuil des 5% des suffrages obligatoires pour être représenté à la Saeima.

Près de la moitié des électeurs se déclarent encore indécis. Si l'on en croit les enquêtes d'opinion, la participation devrait être plus élevée que celle enregistrée lors des dernières élections du 7 octobre 2006.

« Nous vivons un moment où chacun d'entre nous doit renoncer à quelque chose (une partie de son salaire ou de ses bénéfices) pour que l'on sorte de la crise, c'est pourquoi j'espère que les hommes politiques sauront se montrer très prudents, voire durs, dans leurs propos »

a déclaré le Président de la République Valdis Zatlers, qui a demandé aux électeurs d'exiger des réponses concrètes à leurs questions de la part des hommes politiques et de voter « *de façon sage* » dans l'espoir que les élections « *témoignent de la responsabilité et de la maturité civique* » des Lettons. Très soucieux de la stabilité politique du pays, le Chef de l'Etat a prévu de s'adresser à la nation la veille du scrutin pour mobiliser les électeurs.

Quel qu'il soit, le prochain gouvernement du pays devra prendre des décisions difficiles. La Lettonie, à la croisée des chemins en matière de développement économique et politique, a impérativement besoin de réformes structurelles pour assurer son avenir.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

La coalition de droite sortante remporte les élections législatives en Suède et l'extrême droite fait son entrée au Parlement – Résultat – 19 septembre 2010

Élections présidentielle et législatives en Bosnie-Herzégovine – J-7 – 3 octobre 2010

Référendum sur la réforme de la Constitution en Turquie – Corinne Deloy – 12 septembre 2010

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.